

À la communauté de commune du Coeur de France, il y a comme un malaise...

Le malaise est de plus en plus patent au sein de la communauté de commune du Coeur de France. Vendredi, quatre communes plus le vice-président socialiste Jean-Pierre Charbonnier ont fait entendre leur différence.



Où va la communauté de communes du Coeur de France ? A chaque réunion, le débat s'enlise sur des problèmes de fonctionnement et de relations entre élus. Et le citoyen ne voit guère arriver les idées et les projets structurants.

Vendredi soir, en plus du sabotage de la compétence culturelle, quatre communes - plus la moitié de Bouzais - ont fait leur coming out politique : les élus de Orcenais, Marçais et La Groutte ont pris le train de la contestation derrière le maire de Colombiers, Daniel Bône. Ce dernier fait un constat au vitriol du travail mené par le bureau de la commune et des relations entre élus. « Au niveau des statuts rien n'a changé. Une équipe performante a, paraît-il, été mise en place [...] Comme élus, nous nous interrogeons sur notre place et notre rôle. En revanche, les commentaires vont bon train, certains à la limite de la diffamation. Il serait temps de sortir de la cour de récréation pour travailler tous ensemble. » L'élu a alors repris plusieurs déclarations publiées dans les journaux, notamment du président Thierry Vinçon, maire de Saint-Amand, pour dénoncer des « propos indignes », du « mépris », des contrevérités » et des « attaques insidieuses », qui révèlent le « malaise » qui perturbe la vie intercommunale. Et d'annoncer qu'il votera dorénavant contre ou s'abstiendra sur les votes des budgets ou les validations de comptes : « J'espère que ceux qui pensent comme moi, que notre CDC ne fonctionne pas comme elle devrait le faire, opteront pour la même démarche. » Les deux représentants de Marçais, La Groutte et Orcenais ont pris le wagon, annonçant leur accord avec la déclaration de leur collègue. Maurice Aumaître, élu de Bouzais, a également voté avec eux à plusieurs reprises.

Sur les bancs de la défense, c'est d'abord Jean-Pierre Pillot, premier adjoint à Saint-Amand, qui est monté au front : « Nous ne partageons pas les litanies, entre guillemets, qui sont régulièrement déversées sur le sujet ».

Principal élu visé par la contestation, Thierry Vinçon s'est montré droit dans ses bottes : « Il n'y a pas de cachette, de ceci de cela. On avance, on a fait deux ans de remise en ordre, de remise à niveau et je salue le travail qui a été fait par toute l'équipe. On voit beaucoup plus clair et on sait d'où l'on vient, au moins, et puis où l'on va ! » Thierry Vinçon a évoqué les projets de chaque commune, le souhait « de ne pas augmenter l'imposition », « de ne pas recourir à l'emprunt » et de « dégager des capacités de financement » : « Depuis deux ans, il y a quand même eu 4,5 millions de travaux sur l'ensemble des communes. »

Aucun élu n'a vraiment relancé le débat. Ce qui n'est pas forcément étonnant si l'on croit ce qu'affirme Daniel Bône concernant le silence volontaire d'une partie de ses collègues : « La semaine dernière, un maire m'a dit : "Pour l'instant, je suis du bon côté. Je ne sais pas combien de temps cela va durer mais pour l'instant j'en profite". » Vous avez dit malaise ?

Philippe Cros